

De quoi la classe écologique de Bruno Latour est-elle le nom ?

Jean-Marie Harribey 20/01/2022 Alternatives économiques

Les dégâts sociaux et écologiques du capitalisme sont devenus en ce début de XXI^e siècle si importants et hypothèquent tellement la perpétuation de conditions soutenables de la vie sur notre planète que jaillissent de partout des propositions théoriques et politiques pour reconsidérer notre vision du monde et notre insertion dans celui-ci. Sous la menace d'un effondrement pour les uns, changement de paradigme ou sortie de la modernité pour d'autres, tels sont quelques-uns des thèmes qui remplissent les tribunes médiatiques, à défaut de nourrir les propositions politiques des partis en compétition électorale.

Parmi les thèses énoncées par des personnalités de renom, il y a celle de Bruno Latour et Nikolaj Schultz, qui viennent de publier *Mémo sur la nouvelle classe écologique* [1]. L'objet de cet essai est précisé en sous-titre *Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle même*, dont la diffusion est prévue en couverture de l'ouvrage : « Membres des partis écologiques et leurs électeurs présents et à venir ». Il se présente sous la forme de 76 petits libellés formant mémorandum pour ne rien oublier d'essentiel.

Changer de paradigme

L'objectif des auteurs est de justifier l'abandon de la grille de lecture habituelle qui, selon eux, a consisté à voir le monde comme structuré autour de la production et de sa répartition, considérées comme des finalités partagées par les « anciennes classes » en lutte, sans tenir compte des limites de la Terre. Certes, « les préoccupations écologiques – en tout cas le climat, l'énergie et la biodiversité – sont omniprésentes » (p. 11), mais la paralysie règne, alors que « le monde dont on vit exige d'être inclus dans le monde où l'on vit » (p. 42). Plutôt que d'attendre la catastrophe, « c'est le devoir de la classe écologique de diagnostiquer la source de cette paralysie et de chercher un nouvel alignement entre les angoisses, l'action collective, les idéaux et le sens de l'histoire. » (p. 27). Autrement dit, il s'agit, pour « continuer la promesse d'émancipation, maintenir l'idéal de liberté » de « passer brusquement des promesses du développement à celles encore floues de l'enveloppement » (p. 41, aussi p. 30). Cela signifie que « la classe écologique libère les acteurs à la fois de *l'extériorité radicale* de la nature et, en même temps, de sa *limitation* au seul rôle de ressource. » (p. 70).

Mais où se trouve cette classe écologique et comment la définir pour la discerner ? Ici commencent les problèmes et la discussion.

Les auteurs affichent leur volonté de conduire à « une prodigieuse extension du matérialisme » (p. 17), ce qui est parfaitement justifié au regard des contraintes matérielles imposées par notre Terre unique, et ils affirment que « la classe écologique reprend la tradition *matérialiste* » (p. 85). Il s'ensuit que « si elle veut s'autonomiser, l'écologie doit accepter un sens nouveau au terme de classe » (p. 17), tout en assurant qu'« il y a bien continuité » car « la nouvelle lutte de classe doit être aussi matérialiste que l'ancienne » p. 20). Qu'est-ce à dire ?

Définition à géométrie variable

La définition de la classe écologique qu'élaborent les auteurs est à géométrie variable. Parfois, la classe écologique se définit par opposition aux « anciennes classes dirigeantes ». Mais qui sont celles-ci ? Tantôt, c'est la classe bourgeoise, celle des « globalisateurs » (p. 37) ; on pourrait comprendre facilement cela. Mais, le plus souvent, les « anciennes classes dirigeantes », se définissant dans les

rapports de production, désignent non pas la classe bourgeoise et ses affidés, mais les deux classes fondamentales en lutte, la vraie classe qui domine, et l'autre classe, jamais nommée en tant que classe ouvrière ou prolétariat ou simplement classe salariale. Jamais nommée mais toujours présente car sous-entendue, accusée plus ou moins explicitement d'avoir succombé aux charmes de la production promettant la félicité ; cette vision justifierait de considérer que la classe dominée traditionnellement antagonique à la bourgeoisie serait en fait membre des « classes sociales dirigeantes », puisqu'elle en partagerait les hypothèses d'occupation du monde. La classe écologique se définirait donc comme substitut à la vieille conception des classes. N'est-ce pas renvoyer au musée de l'histoire Marx, les partis, les syndicats ? Au final, exit les rapports de production pour définir les classes. La « nouvelle » classe « conteste la *notion* de production » (p. 17, je souligne). « Le point de clivage qui dresse la nouvelle classe écologique contre toutes les autres, c'est qu'elle veut *restreindre* la place des rapports de production, et que les autres veulent l'*étendre*. » (p. 31). Ici, même le « rapport de production » est pris à contresens, dont la « place » n'est importante que dans le cadre de l'analyse marxiste, tandis que l'idéologie dominante l'a toujours ignorée.

On sait que le concept de classes sociales n'a jamais fait l'unanimité dans les sciences sociales et dans la vie politique. Nié par les plus acharnés des partisans du capitalisme – à ce titre, les auteurs se trompent quand ils parlent des « classes antagoniques, celles de Marx et des libéraux » (p. 31), ces derniers ayant toujours plus ou moins récusé le concept même –, le concept de classes fut remodelé par la sociologie se focalisant sur les classes moyennes [2]. Mais, hors de l'idéologie la plus outrancière, il y avait au moins une hypothèse relativement admise dans les sciences sociales qui n'avaient pas totalement jeté aux orties l'enseignement de Marx : les classes ne pouvaient être comprises que dans une dialectique les unes par rapport aux autres. Définir une classe seule, sans vis-à-vis, n'avait jusqu'ici aucun sens. C'est pourtant à réussir le tour de force de lui en donner un que s'attachent les auteurs de ce *Mémorendum*. Parce que « la classe écologique est donc celle qui prend en charge la question de l'habitabilité » (p. 33). Donc elle ne se définit pas par une relation dialectique, mais par un objet, une finalité qu'elle se fixe à elle-même, se désignant ainsi comme la « classe-pivot » de l'émancipation à construire.

Certes, les auteurs indiquent que « la classe écologique entre en conflit avec les anciennes classes qui ont été incapables de saisir les conditions réelles de leurs projets » (p. 33). Mais comme on a vu que ces anciennes classes étaient mal définies ou définies de manière incohérente, le « conflit » dans lequel « entre » la soi-disant classe écologique n'a aucun contour ou bien se prête à n'importe quelle interprétation : s'agira-t-il d'entrer en conflit contre les globalisateurs et autres pollueurs ou bien contre les rescapés des anciens paradigmes mis à égalité par les auteurs : libéraux comme socialistes, représentants officiels respectivement des classes bourgeoise et populaire ? Dans l'esprit des auteurs, vraisemblablement, il s'agit de tout ce petit monde-là, pardon, de tout ce monde très nombreux ! En effet, ils pensent que la classe écologique, par son projet, « peut, elle aussi, à son tour, espérer entraîner les autres classes derrière elle » (p. 36). On voit donc que toute pensée dialectique est exclue : la société conduite par la classe écologique deviendra exempte de conflits de classes, d'intérêts, de rapports de forces, la mythologie de la société sans classes étant ressuscitée par la vertu entraînante de la classe écologique.

Définition non dialectique

Pourtant, quant les auteurs font le compte des « divisions » (p. 62), ils ajoutent les activistes jeunes contre le réchauffement du climat, les zadistes, et c'est tout, pour dire que la classe écologique est « potentiellement majoritaire » (p. 55). Mais pour « pouvoir enfin "se compter" » (p. 55), les auteurs enrôlent comme premiers « alliés naturels » (p. 56) « les prolétaires dans la production de la richesse, au sens des traditions socialistes » (p. 56), et cela après avoir assimilé ces prolétaires aux anciennes classes dirigeantes structurées dans les rapports de production, après avoir récusé la « notion de production », et mis un signe égal entre traditions libérales et socialistes. L'imbroglie est total.

Peut-on sortir de cet imbroglio ? Les auteurs ne semblent pas avoir conscience de celui-ci car ils ajoutent : « les membres potentiels des peuples (écologiques) sont déjà immensément nombreux à condition de bien souligner la continuité entre les différents mouvements qui les ont rendus visibles » (p. 57). Il me semble que l'imbroglio est encore accru, car au lieu de continuité, on nous avait assuré auparavant qu'il fallait engager une rupture avec les anciens fondements de l'émancipation.

Les auteurs sont suffisamment cultivés et avertis pour ne pas voir les difficultés de leur entreprise intellectuelle et, par suite, politique. Mais il est assez surprenant, pour ne pas dire cocasse, que, afin de contourner le problème du nombre, ils considèrent que la classe écologique qu'ils appellent de leurs vœux (car tout le monde a compris qu'elle n'a aucune réalité) doit être une « classe-pivot ». Ainsi, ils admettent : « reconnaissons-le, les foules ne sont pas si nombreuses à se reconnaître dans ces fiers slogans » (p. 62). Aussi, « ce peuple, c'est ce que la classe écologique doit accepter de représenter si elle joue son rôle de nouvelle classe-pivot » (p. 91), et cela « si elle veut avoir une chance un jour d'exercer le pouvoir » (p. 54). Est-ce que je me trompe si je dis que cette classe-pivot ne me semble pas être plus prometteuse que l'ancienne avant-garde de type léniniste, pourtant brocardée à juste titre par les auteurs ?

La constitution d'un « bloc gramscien » ne se réduit pas à un effet performatif

On ne peut pas prendre en défaut la culture de Bruno Latour et de Nikolaj Schultz. Ils connaissent leurs classiques, Marx qui théorise la lutte des classes comme moteur de l'histoire, et Gramsci qui théorise la construction d'une hégémonie culturelle pour pouvoir révolutionner les rapports matériels de production. Mais ce qui affaiblit la cohérence latourienne, c'est, d'une part, comme on l'a vu plus haut, l'abandon de toute vision dialectique dans l'émergence et le développement des classes (au-delà même de leur définition), et, d'autre part, la transformation du principe gramscien *associant rapports de production et culture* en un *simple effet performatif* : on gagnera la bataille culturelle « en s'intéressant un peu au choix des mots »[3].

« Si l'on fait le bilan, écrivent les auteurs, on s'aperçoit que la classe écologique en voie de formation n'a rien de marginal. Pour reprendre un mot célèbre : "Un spectre hante l'Europe et le reste du monde : l'écologisme !", il ne lui manque que de *se définir comme la majorité*. » (p. 61). Les auteurs le soulignent, il faut « se » définir et le tour est joué : la classe écologique sera « *réellement* et non pas potentiellement majoritaire » (p. 92-93).

On a peine à le dire, une théorie qui se pare de matérialisme mais qui est largement hors-sol ne peut être, philosophiquement, qu'idéaliste. Bien sûr, elle n'est pas hors-sol territorialement parlant puisque son point de départ est la catastrophe en cours des conditions matérielles de vie sur Terre, mais elle est hors-sol social. Elle est donc bancale et ne pourra faire la jonction entre la critique de l'exploitation de la force de travail et celle de l'exploitation de la nature. Mon hypothèse a toujours été que la première ne peut aller sans la seconde et réciproquement. Et c'est aussi l'hypothèse fondamentale de Marx, contrairement à tous les discours convenus des écologistes qui, sous prétexte que la préoccupation écologique ne doit pas être subordonnée à la préoccupation sociale, recréent une nouvelle subordination inverse.

C'est également l'implicite de nos auteurs, en dépit de leurs affirmations contraires. Un indice, sinon une preuve : sauf erreur de ma part, le capitalisme est totalement absent de leur *Mémoire*. Ainsi les rapports sociaux de production ne sont plus rien dans la définition de la prétendue nouvelle classe, qui n'a plus aucun vis-à-vis puisque « les écologistes ne tirent pas *vers eux* les autres classes, au contraire, ils les rejoignent enfin » (p. 93). Doit-on en conclure que nous allons vers un monde apaisé où le souci du climat, de l'énergie et de la biodiversité, mettra les humains sur un même bateau, sans aucun conflit entre eux ? On le sait, le « même bateau » est la métaphore des intérêts communs si souvent répandue par l'idéologie dominante. La perspective gramscienne est donc bien loin ! Pour Latour et Schultz, il n'y a sans doute pas de domination de l'économie capitaliste, il n'y a qu'une « domination de l'économie » (p. 87) tout court, ou une « économisation » (p. 92) [4] sans autre

qualificatif. Une économie dont les cadres institutionnels actuels sont si peu interrogés par les auteurs qu'ils se livrent à un plaidoyer sans nuance en faveur de l'Union européenne : « L'Europe unie est pour la classe écologique l'exemple d'une expérience en vraie grandeur où la redistribution de l'intérieur et de l'extérieur des États lui prépare son rôle de future classe-pivot capable d'entraîner les autres classes derrière elle. » (p. 83). Grâce à la concurrence libre et non faussée de l'énergie, des transports, etc. ? Avec l'outil de la politique agricole commune ?...

Une classe écologique introuvable

Que l'on ne se méprenne pas : je prends appui moi aussi sur la nécessité de reconsidérer la rupture entre la culture et la nature ou entre la société et la nature [5]. Mais l'« extériorité radicale de la nature » dont parlent Latour et Schultz ne peut balayer le « métabolisme » que l'humain entretient, selon Marx, avec elle, qui exige de considérer que ce métabolisme s'exerce toujours dans des rapports sociaux. Ce métabolisme est-il autre chose autre chose que « Nous disons que la question de la production est encadrée dorénavant dans une autre : celle des conditions d'habitabilité de la planète »[6] ? Toutefois, Marx reste encore supérieur car le « dorénavant » est faux si l'on retient l'idée que l'insertion dans la nature est inhérente à toute activité humaine, quelle que soit l'époque.

Ce n'est pas faire un mauvais procès aux auteurs de relever que la transformation à opérer relève d'une addition des volontés et pratiques individuelles : « La description des conditions de vie est d'abord une *autodescription* qui révèle le porte-à-faux entre le monde où vous vivez et le monde dont vous vivez, et donc redessine qui vous êtes, sur quel territoire, à quelle époque, et vers quel horizon vous vous préparez à agir. Décrire ce n'est pas seulement se voir de l'extérieur, objectivement, s'est aussi se repérer et s'orienter avec et contre les autres en train de procéder *aux mêmes épreuves* d'autodescription. Ces descriptions partagées entraînent donc une profonde transformation des positions de chacun et des affects politiques associés à une mutation cosmologique. C'est seulement quand les liens d'interdépendance avec les pratiques d'engendrement se sont multipliés que l'on commence à discerner les nombreuses lignes de partage entre continuer la production ou s'attacher à maintenir les conditions d'habitabilité et la prospérité qui en est la conséquence. » (p. 88). On notera d'ailleurs que cette prospérité à la place de la croissance économique, du développement et même de la production n'est jamais précisée, sauf de manière assez elliptique : « Prospérer, c'est justement ce que l'obsession pour la production destructrice rend impossible pour la plupart des gens », même si Latour précise que « toutes les inégalités dites "sociales" sont des inégalités géosociales. Elles portent toutes sur les mêmes objets mais rematérialisés : habitat, nourriture, éducation, mobilité, travail, relations familiales, division des genres. »[7]

La classe écologique espérée par Bruno Latour et Nikolaj Schultz est introuvable sur le plan empirique. Et, telle qu'elle est définie, elle relève d'une philosophie idéaliste parce qu'elle est *déracinée* du contexte social fait de rapports de forces, dans lequel elle serait pourtant appelée à émerger sous la seule impulsion d'un discours performatif, une « fiction mobilisatrice »[8], comme dit Latour. Mais, demande-t-il, « qui définit ce qu'est un problème "social" ? Avant les féministes, "social" ne comprenait pas la question genre. Avant les décoloniaux, "social" ne comprenait ni la race, ni l'emprise coloniale »[9]. Or, la question difficile n'est pas « est-ce qu'il faut intégrer ces aspects ? », car la réponse à mes yeux est évidemment oui, elle est plutôt « comment s'articulent-ils ? » et, plus difficile encore, « pourquoi l'écologie pensée comme Latour serait-elle plus à même de les intégrer qu'une pensée du social qui ne serait pas réduite au versement de bons salaires ? ».

De quoi la classe écologique latourienne est-elle le nom ? D'une épistémologie peut-être plus idéaliste que scientifique. Il est en effet assez contradictoire de théoriser une soi-disant « nouvelle lutte de classes » tout en considérant qu'il s'agit d'« une lutte de classements » (p. 9, paragraphes 1 à 7), ou bien : « On passe d'une lutte de classes bien définie à une lutte de classements, où les incertitudes sur qui est allié et qui est adversaire deviennent mobiles. [...] La question politique, c'est de discerner quelle composition de vivants est vivable, encore une fois au sens propre, et laquelle est invivable. Je

ne vois pas en quoi être anticapitaliste qualifie mieux pour aborder ces questions que l'analyse méticuleuse des entremêlements avec des vivants bien spécifiques.»[10]

Il faut reconnaître que la science traverse une mauvaise période par temps de pandémie délégitimante. Mais cela n'autorise pas à tenir n'importe quel discours. Celui de l'écologie politique, par ses politiques ou ses théoriciens [11], ne brille pas toujours par sa lucidité en imaginant des fictions, comme si elles étaient de nature à réenchanter le monde : de la nature qui « travaille », donc mérite « salaire » et « droits », à l'« animisme écologique »[12] et à la « classe écologique », il y a de quoi rester pensif... pour repenser tout cela.

[1] Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, janvier 2022. Ce *Mémoire* a été accompagné d'un long entretien de Bruno Latour, « L'écologie, c'est la nouvelle lutte des classes », Entretien avec Nicolas Truong, *Le Monde*, 11 décembre 2021.

[2] Sur la critique du concept de classe(s) moyenne(s), voir Jean-Marie Harribey, *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2020.

[3] Bruno Latour, « L'écologie, c'est la nouvelle lutte des classes », *op. cit.*

[4] Et *Ibid.*

[5] Voir Jean-Marie Harribey, *En finir avec le capitalovirus, L'alternative est possible*, Paris, Dunod, 2021 ; « [Les pieds sur terre, Lire Abondance et liberté de Pierre Charbonnier](#) », 17 décembre 2020 ; « [Un livre pour l'été 2020 : Manières d'être vivant de Baptiste Morizot](#) », 10 juillet 2020 ; ainsi que le dossier que j'ai coordonné « [Vers la fin de la séparation société/nature ?](#) », *Les Possibles*, n° 26, Hiver 2020-2021.

[6] Bruno Latour, « L'écologie, c'est la nouvelle lutte des classes », *op. cit.*

[7] *Ibid.*

[8] *Ibid.*

[9] *Ibid.*

[10] *Ibid.*

[11] Voir Jean-Marie Harribey, « [L'écologie peut-elle être sauvée par une pensée magique ?](#) », 10 juin 2021 ; « [Le travail et le rapport de classes dans l'économie politique](#) », 8 octobre 2021 ; « [Le travail au prisme de l'écologie politique](#) », 27 octobre 2021.

[12] Voir Jean-Marie Harribey, « [La nature entre animisme et fiction](#) », *AOC*, 9 décembre 2021 ; « [La nature travaille-t-elle ?](#) », 8 décembre 2021.